



INTERNATIONAL • GUERRE EN UKRAINE

Guerre en Ukraine : Zelensky dévoile la dernière version du plan de paix américain et pose ses conditions en vue d'une zone démilitarisée dans le Donbass

Le président ukrainien ouvre la porte à la création d'une zone démilitarisée supervisée par des « forces internationales » dans la partie du Donbass contrôlée par Kiev, en conditionnant le retrait des troupes ukrainiennes à celui de l'armée russe.

Par Thomas d'Istria (Kiev, correspondant)

Publié le 24 décembre 2025 à 10h27, modifié le 24 décembre 2025 à 12h55

• Lecture 5 min.

Article réservé aux abonnés



Volodymyr Zelensky, le président ukrainien, en visite officielle en Pologne afin de rencontrer Karol Nawrocki, son homologue polonais. A Varsovie, le 19 décembre 2025.
KLAUDIA RADECKA / NURPHOTO VIA AFP

La balle est désormais dans le camp de la Russie. C'est ce que le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a fait comprendre, mardi 23 décembre, en présentant le résultat de semaines de négociations avec la partie américaine pour un « *projet d'accord* » acceptable pour Kiev, afin de mettre fin à l'invasion lancée par Moscou voici bientôt quatre ans. A peine briefé par ses deux émissaires, de retour de Miami (Floride), après un week-end de négociations avec les envoyés de la Maison blanche, Volodymyr Zelensky a présenté, lors d'une conférence de presse, une version, réduite à 20 points, d'un accord-cadre de paix entre l'Ukraine, l'Europe, les Etats-Unis et la Russie. Il a dit attendre, par le truchement des Etats-Unis, une réponse de Moscou, dans la journée de mercredi.

Lire aussi | [EN DIRECT, guerre en Ukraine : Volodymyr Zelensky dit attendre jusqu'à mercredi une réponse de la Russie sur le plan de paix américain](#)



L'accord-cadre discuté est passé d'une première version à 28 points, présentée par les Américains, fin novembre, inacceptable pour l'Ukraine, à 20 points aujourd'hui – une « *évolution considérable* », a insisté le président ukrainien. Ce dernier a expliqué que les deux parties étaient parvenues à trouver des positions de « *consensus* » sur la plupart des éléments du document, à l'exception, sans surprise, des deux les plus sensibles : la future gestion de la centrale nucléaire de Zaporijia, occupée par l'armée russe, et les territoires. Sur ces deux points, le président souhaite que les discussions se déroulent « *au niveau des dirigeants* ».

Les négociations autour des territoires achoppent sur le contrôle futur de l'oblast de Donetsk qui, avec celui de Louhansk, compose la région minière du Donbass, dans l'est du pays. Les Russes cherchent à obtenir l'ensemble de la région, mais peinent, malgré de vastes efforts militaires, à s'emparer des 25 % restants de celle-ci, toujours contrôlés par Kiev. Le Kremlin a fait d'un retrait des forces armées de Kiev une condition centrale pour un accord de paix. Le document présenté mardi maintient la position ukrainienne d'un gel de la guerre sur la ligne de front actuelle. « *Dans les régions de Donetsk, Louhansk, Zaporijia et Kherson, la ligne de déploiement des troupes à la date du présent accord est la ligne de contact de facto reconnue* », a affirmé le président ukrainien.

Validation par référendum

Mais le texte comporte également la mention, dans une deuxième clause, de « *futures potentielles zones économiques spéciales* ». Une manière, pour la partie ukrainienne, d'ouvrir la voie, pour la première fois, à la création d'une zone démilitarisée ou « zone économique libre », selon l'appellation employée par M. Zelensky et l'administration Trump, dans la partie du Donbass contrôlée par Kiev, ce qui impliquerait que son armée se retire sous certaines conditions. La zone en question devra être contrôlée par des « *forces internationales* » qui garantiraient « *réellement sur le terrain que personne n'y entrera, sous aucun prétexte* ». Les forces armées russes devraient alors s'éloigner de la ligne de front, comme les troupes ukrainiennes, sur « *5, 10 ou 40 kilomètres* », a précisé Volodymyr Zelensky. Il est difficile d'imaginer que la Russie accepte de telles conditions, alors qu'elle a fait de la capture du Donbass un de ses principaux objectifs de guerre.

Aussi, le président a précisé qu'une éventuelle création d'une « zone économique libre » ne pourrait être validée qu'après un référendum en Ukraine pour « *déterminer si les gens acceptent cette voie* ». Une telle consultation devrait permettre à la population de se prononcer sur l'ensemble de l'accord. Les conditions pour organiser un tel vote nécessitent, selon le président, un « *véritable cessez-le-feu* » d'au moins soixante jours. Le risque d'un manque de légitimité du référendum pourrait créer des « *divisions internes* » dans le pays, a alerté M. Zelensky. « *Si cette décision est prise, un accord séparé sera conclu entre l'Ukraine, les Etats-Unis et les Russes, qui définiront le statut de la zone économique libre et déterminera les mesures que les deux parties au conflit doivent prendre sur une base équivalente pour le déplacement des forces* », a-t-il ajouté.

L'autre sujet sur lequel Américains et Ukrainiens n'ont pas trouvé de « *compromis* », malgré des heures de discussions, concerne l'avenir de la centrale nucléaire de Zaporijia. Cette centrale, la plus grande d'Europe, située sur le territoire de la ville occupée d'Enerhodar, est sous contrôle russe depuis mars 2022. Les six réacteurs, qui produisaient environ un cinquième de l'électricité de l'Ukraine avant la guerre, ont été mis à l'arrêt depuis. La proposition américaine présentée au douzième point du projet d'accord, est que « *la centrale nucléaire soit exploitée conjointement par les Etats-Unis, l'Ukraine et la Russie* », à un tiers chacun, avec les Américains comme « *principaux gestionnaires* ».

Lire aussi |  [Les centrales nucléaires ukrainiennes au cœur des négociations entre Américains et Russes sur un cessez-le-feu](#)



Mais cette version ne convient pas aux Ukrainiens. « *Comment peut-on avoir des relations*

commerciales communes avec les Russes après tout ce qui s'est passé ? », s'est interrogé le président. Kiev propose que la centrale soit exploitée par une entreprise pilotée à la fois par les Etats-Unis et l'Ukraine. Ce montage permettrait de livrer à l'Ukraine 50 % de l'électricité produite. Libre aux Etats-Unis de « *déterminer eux-mêmes la répartition des 50 % restants* », a concédé M. Zelensky.

Garanties de sécurité

Le président ukrainien s'est dit satisfait des avancées et des accords trouvés pour les 18 autres points. Sur les garanties de sécurité, qui assureront que la Russie ne pourra pas lancer de nouvelle offensive après un éventuel cessez-le-feu, le projet d'accord affirme que « *les Etats-Unis, l'OTAN et les Etats européens signataires fourniront à l'Ukraine des garanties de sécurité qui refléteront l'article 5* » de l'OTAN, a précisé M. Zelensky, en référence à la clause d'assistance mutuelle en cas d'agression extérieure existant au sein de l'Alliance atlantique. Une vraie avancée comparée à la première version de l'accord, qui stipulait simplement que « *l'Ukraine recevra[it] des garanties de sécurité fiables* ».

Le président ukrainien a de surcroît précisé que son pays n'avait pas repris le septième point de la première version, qui assurait que « *l'Ukraine accepte d'inscrire dans sa Constitution qu'elle ne rejoindra pas l'OTAN* ». La Russie a fait de l'éventuelle intégration de l'Ukraine dans l'OTAN une des principales justifications de sa guerre. L'armée ukrainienne se limitera à 800 000 hommes en temps de paix, indique le quatrième point de l'accord, contre 600 000 dans la précédente version.

L'Ukraine devra par ailleurs organiser des élections « *dès que possible* » après la signature de l'accord au point 18, et non plus dans les cent jours suivant une cessation des hostilités, comme stipulé dans la première version de l'accord, très en ligne avec les exigences russes.

Lire aussi |  [Guerre en Ukraine : la Russie inflexible après onze ans d'échecs des négociations de paix](#)



Le projet de texte américano-ukrainien prévoit également que l'Ukraine devra obtenir une date d'entrée au sein de l'Union européenne (UE) – en dépit du flou qui persiste à ce sujet au sein des Vingt-Sept. Le septième point assure ainsi que « *l'Ukraine deviendra membre de l'UE à une date précise et qu'elle bénéficiera d'un accès privilégié à court terme au marché européen* », a tenu à souligner M. Zelensky. « *L'adhésion à l'UE, c'est aussi l'obtention d'une partie de nos garanties de sécurité, et c'est pourquoi nous voulons fixer une date pour que cela se produise. Par exemple, en 2027 ou 2028.* » Le président ukrainien a précisé que les Européens ne s'étaient pas encore prononcés sur ce point. « *Je pense que certains seront contents, et d'autres ne le seront certainement pas. C'est le deal* », a-t-il déclaré.

Reste à la Fédération de Russie à répondre à cette proposition d'accord. « *Je pense qu'ils seront prêts à accepter un plan dans tous les cas. Car ils ne peuvent pas dire au président Trump : "Ecoutez, nous sommes contre un règlement pacifique." S'ils tentent de tout bloquer, le président Trump devra alors nous armer lourdement, tout en leur imposant toutes les sanctions possibles* », veut croire M. Zelensky.

Thomas d'Istria (Kiev, correspondant)